



REVUE DE PRESSE

Samedi 09 juin 2018



La Méditerranée bientôt mer de plastique

La Méditerranée menace de se transformer en «mer de plastique», a mis en garde hier le WWF, qui propose une série de mesures pour la sauver des déchets plastiques, qui l'asphyxient comme aucune autre mer au monde. L'association compile une série de données scientifiques alarmantes: la mer Méditerranée concentre un niveau record de «micro-plastiques», ces miettes de moins de 5 millimètres, qui empoisonnent toute la chaîne alimentaire jusqu'à menacer la santé humaine. Au total, *«la concentration de micro-plastiques est presque quatre fois plus élevée»* dans cette mer quasi fermée que dans les «continents» de déchets plastiques repérés dans les océans, souligne le WWF.

La faute à l'omniprésence du plastique dans la vie quotidienne, et au recyclage de seulement un tiers des déchets plastiques en Europe. Pour changer la donne, l'ONG plaide pour un accord international contraignant pour réduire les rejets plastiques ou encore la lutte contre le matériel de pêche «fantôme», abandonné dans l'eau. Au niveau des pays riverains, le WWF appelle à boos-



Le rapport de WWF alerte sur l'importante concentration de plastiques dans la mer. Photo AFP

ter le recyclage et la collecte des déchets, au nord comme au sud, à interdire tous les sacs plastiques à usage unique. L'industrie doit développer des alternatives «recyclables ou compostables» aux plastiques, et produire à partir de matières renouvelables et non plus de dérivés du pétrole. *«L'industrie du tourisme (...) devrait éviter d'utiliser des articles en plastique à*

usage unique tels que sacs, bouteilles, bouchons ou pailles», estime le rapport. L'association prône également une chasse au plastique à l'échelle individuelle: préférer le fil dentaire biodégradable, les peignes et pinces à linge en bois, les éponges en cellulose, la vaisselle en céramique, les bouteilles en verre, les serviettes en coton, ou encore les tapis de yoga en fibre de bambou.

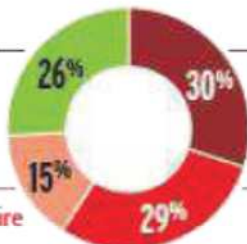
Près des 3/4 des Français prennent du poids en couple

Depuis que vous êtes en couple, avez-vous constaté avoir pris du poids ?

Sur la base des personnes en couple, soit 73% de l'échantillon



Non, chez aucun des deux



Oui, mais surtout chez moi

Oui, mais surtout chez mon partenaire

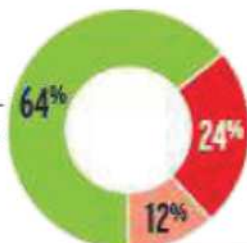
Oui et autant chez moi que chez mon partenaire

74% des Français ont constaté avoir pris du poids depuis qu'ils sont en couple

A cours de votre vie, avez-vous déjà songé à faire comprendre à un de vos partenaires qu'il avait quelques kilos à perdre ?

Sur la base des personnes ayant déjà été en couple, soit 93% de l'échantillon

Non, vous n'y avez jamais songé



Oui, vous y avez songé et vous lui avez fait passer le message

Oui, vous y avez songé mais vous n'avez pas osé lui faire passer le message

36% des Français l'ont déjà fait ou y ont déjà songé



Source : Etude de l'Ifop pour Naturavox réalisée en ligne du 24 au 25 mai 2018 sur un échantillon de 1.009 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

INFOGRAPHIE CL

■ La Compagnie de Guyenne et la maison Puy Gaudin lancent un vermouth à base de pineau ■ Pour surfer sur le retour en grâce du premier ■ Et relancer le second.

Un bon vieux vermouth pour stimuler le pineau

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

C'est un peu le mariage de la carpe et du lapin, ce qui n'est pas pour déplaire à Philippe Coste, le patron de la Cie de Guyenne dont le cognac Meukow est la marque phare. Une alliance négociant producteur «assez unique dans la région», sourit-il, avec Philippe Guérin, à la tête de la maison Puy Gaudin de Gémozac (17). Née en 2013 autour du développement du pineau, elle avait un peu secoué alors cette filière conservatrice.

Un peu plus encore depuis jeudi soir où, dans les salons de l'espace Guyenne à Cognac, le duo a présenté officiellement le fruit de sa dernière collaboration, un vermouth élaboré à base de pineau. Un rouge et un blanc composent pour le moment la gamme d'une marque dont la maison Guérin est leader. «On a le projet de faire à terme une qualité supérieure, grande réserve. Ce marché vermouth fait l'objet d'une forte demande dans l'univers cocktails, c'était le moment d'y aller», indique Philippe Coste. Un marché en renaissance en effet dans lequel la maison Villevert, spécialisée dans les spiritueux innovants à Merpins, s'est déjà engouffrée depuis 2013, la première (lire aussi l'encadré ci-dessous).



Le lancement du vermouth de la maison Puy Gaudin, jeudi soir dans les locaux des chais Meukow à Cognac.

Photo Julia Mothu

Du pineau, «30 à 40 %», renforcé «par un apport de vin, des extraits naturels de plantes, le tout concocté grâce à l'alchimie de l'assemblage charentais et affiné en fût de cognac»: voilà pour la composition de ce nouveau produit.

«On a fait beaucoup d'essais afin de trouver les bons équilibres», poursuit Philippe Guérin. Et de sourire, «content du résultat»,

avec «des premiers retours très intéressants», appuie Philippe Coste. Plutôt bien réussi en effet. Avec à la dégustation, une amertume qui casse un peu la sucrosité du pineau, sans néanmoins lui ôter toute sa rondeur. «On peut aussi le boire en apéritif, simplement», souligne Philippe Coste, dont le sourire souligne la satisfaction.

«C'est une alternative pour une

activité durable du pineau qui a nécessité d'être repensé afin de répondre aux attentes du consommateur. Il a à se faire valoir dans cette catégorie vermouth, ce qui peut lui permettre de revenir à une vraie valeur», ajoute-t-il, quitte à faire grincer les dents des responsables de la filière.

Stratégie à double lame

La stratégie est affichée. À double lame donc. Lancer un nouveau produit sur un segment ultratendance et stimuler du même coup un pineau «qui reste notre cœur de métier», rappelle Philippe Guérin. Lequel, avec Philippe Coste, a déjà renouvelé sa gamme maison pour tenter de lui donner «une véritable identité.» Un challenge «pas facile sur un marché du pineau très compliqué, en terme de prix, de volume», que les deux hommes entendent bien relever néanmoins en passant aussi par ce vermouth. Positionné à «moins de 15 euros la bouteille», il sera distribué en France et à l'export.

Lycée Grève en vue à Louis-Delage

Le personnel du collège Félix-Gaillard de Cognac n'est pas seul à envisager une grève. Comme leurs confrères du collège, qui protestent contre la suppression d'une classe de 5^e, les syndicats du lycée Louis-Delage ont déposé un préavis qui débutera le 18 juin et durera jusqu'aux vacances. «Nous refusons la suppression d'un demi-poste de directeur adjoint, explique Jean-Christophe Lamarque, représentant Snetaa-FO. Nous avons demandé audience au rectorat pour savoir ce qui va se passer exactement dans notre lycée. La personne concernée est celle qui rédige toutes les conventions de stages. Qui va faire ce travail, très important pour les élèves?» La rencontre entre syndicats et représentants de l'Éducation nationale devait avoir lieu hier soir à Angoulême. Selon sa tournure, les syndicats envisageront des actions, à commencer par un rapprochement avec les parents.

Le départ Il ne reste qu'une fille dans l'Atelier



Le pot de départ a été discret, la semaine passée, mais c'est un visage du centre de Cognac qui «change de voie professionnelle», sans en dire davantage. Solenne Briand (à droite sur la photo) n'est plus cogérante des Filles dans l'Atelier, la boutique de déco créée en 2016 avec Vanessa Calmeille. Qui reste seule dans l'Atelier, toujours ouvert.

Vermouth, le retour en force

Longtemps boudé par les jeunes consommateurs, le vermouth, vin fortifié originaire de Turin, revient en force ces deux dernières années. On le retrouve notamment dans des cocktails à la mode comme le «Negroni» (3 cl de gin, 3 cl de campari, 3 cl de vermouth rouge), le deuxième le plus servi au monde après le célèbre «Old Fashioned» (à base de whisky). C'est ce regain de popularité qui a conforté Philippe Coste et Philippe Guérin dans l'élaboration de ce

vermouth façon pineau, un mélange imaginé par la maison Villevert, avec l'élaboration il y a cinq ans de «La Quintinye». «Il est aussi parfait pour réaliser un «Spritz» en remplaçant l'aperol», propose Philippe Coste, cet autre cocktail italien, ultratendance, lui aussi composé d'herbes et de plantes macérées. La Compagnie de Guyenne distribue par ailleurs le très célèbre amer allemand Jägermeister, une liqueur composée de 56 herbes.

J. M.



Photo Julia Mothu

Souchaud: la goutte de trop dans le verre d'eau

«**U**ne tempête dans un verre d'eau». Le maire de Saint-Sulpice-de-Cognac et élu communautaire Dominique Souchaud avait su prendre une certaine hauteur quand son parti l'avait rabroué puis exclu, le mois dernier (lire *CL* du 8 mai). La République en marche (LREM) lui reprochait d'avoir accepté le pouvoir d'Isabelle Lassalle (FN) en conseil d'agglomération. Mais après tout, ce n'est pas parce qu'il a permis à l'élue frontiste de s'exprimer en relayant ses votes que le Marcheur partage ses idées. Toutes les protestations et la commission de discipline LREM qui ont suivi n'étaient donc qu'une tempête dans un verre d'eau. D'accord. Comment comprendre, dès lors, la plainte du même Dominique Souchaud contre le maire de Cognac pour l'avoir traité de «zozo» en marge de cette affaire? Une plainte pour injure publique, qui oblige un

capitaine de police à convoquer des élus, des journalistes («zozo» a été repris dans la presse, y compris *CL*) et à bâtir un dossier. Qui sera sans doute classé, mais mobilise en attendant d'autres moyens qu'une simple commission de discipline LREM. Alors qu'il paraît, d'après les syndicats de policiers, que les gars ont déjà assez de boulot au commissariat, ces temps-ci. Tout cela pour «zozo», un quelibet somme toute assez enfantin. «*Je voulais marquer le coup*», explique Dominique Souchaud quand on lui demande la raison de sa plainte. Quitte à provoquer une deuxième tempête. C'est beaucoup pour un verre d'eau. Pour les administrés, citoyens et électeurs aussi. D'autant que Dominique Souchaud envisage déjà de retirer sa plainte. Ce serait la goutte d'eau!

Marc BALTZER



Martell, les pieds dans la terre

Ils se sont équipés de gants et de chapeaux pour nettoyer, planter, pailler... Les salariés de la maison Martell participaient jeudi à la troisième édition de l'opération «Responsib'All Day», organisée dans tout le groupe Pernod-Ricard (Repro CL). Le thème cette année: la protection et l'aménagement des terroirs et des sols. Sur différents sites, à Cognac et à Rouillac, des ateliers ont été menés avec différents partenaires: l'agglo, la résidence Alain-de-Raimond, Mathieu Perronno, Les Jardins Respectueux, West Rock, le Syndicat du bassin des rivières de l'Angoumois (Sybra)... Une belle journée de cohésion.

Segonzac: une année «efficace» au centre des spiritueux

Des finances stables sans aide publique, des formations qui paient et des projets. Hier, le centre a fait le bilan d'une belle année 2017.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

La trentième cuvée du Centre international des spiritueux (CIDS) de Segonzac, né en 1987, aura le goût de la sérénité. Hier, l'assemblée générale de l'association de formation et de veille sur les alcools distillés (120 adhérents à travers le monde, cinq salariés) a confirmé la bonne santé de l'institution: les formations ont du succès (plus 25 % de chiffre d'affaires), les cotisations sont stables (moins 0,88 %) et les finances se portent bien, avec un excédent de 34.000€ pour 232.000€ de budget. De quoi ravir le président, Pierre Szersnovicz.

Quelle impression

vous laissera cette année 2017?

Pierre Szersnovicz. Celle d'une année avec beaucoup de travail. Mais du travail efficace, qui nous permet d'avoir des bons résultats financiers. C'est important pour une association passée par des périodes plus difficiles.

Lesquelles?

Si nous sommes aujourd'hui à l'équilibre financier, nous avons connu une période turbulente, il y a cinq, six ans. On a repris tout ça, l'équipe s'est organisée et les objectifs se sont clarifiés.

Parmi ces objectifs, il y a celui d'être plus visible.

Où en êtes-vous?

Nous venons de lancer un nouveau site internet, qui va mettre en valeur la qualité du travail de nos équipes auprès des clients.



Pierre Szersnovicz, président du CIDS et ex-maître de chal chez Courvoisier. Photo M. B.

C'est l'un des deux piliers de notre travail et l'un renforce l'autre.

Sentez-vous que ces piliers sont solides, aujourd'hui?

Tout est vulnérable, vous savez. Mais dans le contexte économique actuel, plutôt bon pour les spiritueux, et la demande est liée à l'arrivée de nouvelles techniques, je pense que nous avons notre rôle à jouer dans la Spirits Valley et dans la région dans son ensemble. Les gens que nous formons viennent à 80 % de Nouvelle-Aquitaine et à 20 % du reste de la France ou de l'étranger.

Vous n'avez aucune subvention publique, pourquoi?

C'est une volonté de notre directrice, Quitterie Fourquet. Mais ça peut changer.

Parmi vos projets,

il y a la création d'une antenne à Marie-Galante. Dans quel but?

Notre souhait est de réaliser une plateforme de formation en Amérique du Nord, à la fois pour l'activité «rhum» et pour les autres spiritueux, avec les Canadiens francophones. Pour eux, c'est le même fuseau horaire. Pour nous, c'est un territoire français.

D'où est venue cette idée?

On a la chance d'avoir un de nos anciens formateurs installé là-bas en tant que consultant. Il a joué le rôle de facilitateur.

Le bureau du CIDS a été renouvelé hier.

Président: Pierre Szersnovicz. Vice-président:

Siebe Hartmans (remplace Étienne Hosteing).

Trésorier: Julien Nau. Secrétaire: Christian Guérin

(remplace Siebe Hartmans). Membres: Étienne Hosteing,

Janine Bretagne, Xavier Latreuille, Ève Morales,

Gabrielle Rochdi et Nathalie Vallet.

Après la photo de famille dans les jardins d'un grand hôtel de La Malbaie, au Canada, les dirigeants du G7 se sont réunis hier soir autour de la table des négociations. Dans un climat tendu. Photo AFP



Un G7 à six contre un

■ Guerre commerciale mais aussi réintégration de la Russie au sein du G7 ■ Trump a imposé son propre ordre du jour hier au Canada ■ Les Six font front commun.

Le président américain a été accueilli comme si de rien n'était par le Premier ministre Justin Trudeau au début du G7 hier, dans la petite ville québécoise de La Malbaie, dans un grand hôtel à la vue imprenable sur le fleuve Saint-Laurent. C'est sa première confrontation collective avec les dirigeants des six autres pays depuis qu'il a frappé leur acier et leur aluminium de tarifs douaniers. Cela n'a pas empêché le milliardaire de participer, souriant, à la traditionnelle photo de famille sous un ciel radieux. Malgré des échanges de tweets acerbes depuis 24h, il a aussi vu Emmanuel Macron en tête-à-tête quelques minutes dans un salon dès son arrivée, pour un échange décrit par l'Élysée comme «cordial». Leur entretien bilatéral formel devait avoir lieu dans la nuit. Sa sortie sur la Russie est néan-

moins un pavé dans la mare. «*Ils ont expulsé la Russie, ils devraient réintégrer la Russie. Parce que nous devrions avoir la Russie à la table de négociations*», a déclaré Donald Trump avant de quitter Washington, fidèle à sa position que Moscou ne peut être simplement ignoré dans les grands dossiers internationaux (lire ci-dessous). Sur le commerce, Donald Trump a vivement attaqué ses alliés: «*L'Union européenne nous traite très mal, le Canada, très mal*», a accusé Donald Trump sur Twitter, en pointant par exemple les hauts tarifs canadiens sur les produits laitiers et en sommant les Européens d'ouvrir leurs marchés en abattant des barrières non-tarifaires. L'Union européenne a déposé une plainte contre les États-Unis devant l'Organisation mondiale du commerce, et préparé des droits de douane contre des produits améri-

cains comme le bourbon, le beurre de cacahuète ou les motos. Mais ces représailles ne sont pas encore entrées en vigueur, les États membres devant s'entendre sur la liste...

«**L'Union européenne nous traite très mal, le Canada, très mal.**»

Ces derniers jours, Donald Trump s'en est pris notamment à Justin Trudeau et Emmanuel Macron depuis quelques jours (lire ci-dessous) mais le courant passe toujours entre le Français et l'Américain. Pour le prouver, dès son arrivée au sommet, le président américain a voulu rencontrer le Français pour un bref tête-à-tête.

Les deux hommes ont ainsi bavardé pendant dix bonnes minutes dans un salon du palace. Une rencontre «pour se coordonner», a indiqué l'Élysée, qui a posté sur Twitter une vidéo les montrant tous les deux discutant sur un canapé. Un entretien formel devait avoir lieu dans la soirée, scruté de près après les effusions et assauts d'amabilité de leur dernière entrevue à Washington en avril. Aujourd'hui, le suspense diplomatique concernera la traditionnelle déclaration finale. Les Européens insisteront pour y défendre l'accord de Paris sur le climat, l'accord sur le nucléaire iranien et la nécessité de «règles communes» sur le libre-échange, et semblent prêts, avec le Canada et le Japon, à isoler les États-Unis si Donald Trump refuse de cosigner. «*Peut-être que ça est égal au président américain d'être isolé mais ça nous est aussi égal d'être à 6 si besoin était*», avait

Iran, climat: autres sujets à aborder

■ **NUCLÉAIRE IRANIEEN.** Début mai, les États-Unis ont annoncé leur retrait définitif de l'accord sur le nucléaire iranien. «Cet accord devait protéger les États-Unis et ses alliés de l'arme nucléaire iranienne. Il a permis à l'Iran de continuer à enrichir l'uranium et d'atteindre la capacité à produire l'arme nucléaire. Ça n'a pas apporté la paix et ça ne l'apportera jamais», avait-il avancé pour justifier sa décision, annonçant du même coup le rétablissement des sanctions qui avaient été levées en contrepartie de l'engagement pris par l'Iran de ne pas se doter de l'arme nucléaire. Les groupes français PSA et Total se retrouvent notamment contraints de quitter l'Iran pour respecter cet embargo américain.

■ **CLIMAT.** Le 1^{er} juin 2017, Donald Trump annonçait son intention de faire sortir les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat qui vise à limiter la hausse de la température moyenne de la planète au-dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Depuis, la position de Trump n'a pas changé: il veut relancer le charbon et limiter le soutien fédéral aux énergies renouvelables. La France a déjà prévenu qu'elle ne soutiendrait pas une déclaration finale du G7 au Canada qui ne mentionnerait pas explicitement le soutien à l'accord de Paris.

tweeté jeudi Emmanuel Macron. Les manifestations anti-G7 ont pour leur part été jusqu'à présent très limitées par rapport aux sommets précédents. La police a procédé à quelques interpellations à Québec, à 140 km de La Malbaie, après des incidents mineurs. Le dirigeant américain est arrivé le dernier au sommet du club des sept économies les plus développées du monde. Et il sera le premier à quitter La Malbaie, ce matin, pour rallier Singapour où se déroulera le 12 juin son sommet historique avec Kim Jong Un, sa priorité affichée depuis des semaines.

Les Européens unanimes contre un retour de la Russie dans le groupe

France, Italie, Allemagne et Grande-Bretagne, les quatre pays européens présents au G7, sont tombés d'accord hier pour refuser le retour dans le cénacle de la Russie, réclamé quelques heures plus tôt par Donald Trump. Les dirigeants Emmanuel Macron, Angela Merkel, Theresa May et Giuseppe Conte, réunis juste avant le début du sommet au Canada à l'initiative du président français, ont convenu que «la position européenne n'est pas un retour de la Russie tout en rappelant la vigilance du G7» face à Moscou et en évoquant «la possibilité d'établir un dialogue», selon les

conseillers d'Emmanuel Macron. «*Avant que des conversations ne commencent sur ce sujet, nous devons être certains que la Russie change de comportement et emprunte une nouvelle voie*», a également déclaré la Première ministre britannique, Theresa May. La mention de la possibilité d'un «dialogue» avec Moscou est une concession faite à Rome, le nouveau président du conseil italien ayant affirmé plus tôt sur Twitter être favorable au retour de la Russie dans le groupe. Mais «la Russie avait été écartée en 2014 suite à l'annexion de la Crimée. Aujourd'hui la Crimée est toujours annexée et les

accords de Minsk pour trouver une solution à la crise ne sont pas pleinement mis en œuvre, donc les conditions ne sont pas réunies pour revenir sur ce point», a détaillé un des sherpas français. «*M. Conte a expliqué que le mouvement élu au Parlement italien avait la volonté de souligner un rapprochement avec la Russie et qu'il devait en tenir compte dans le communiqué final. Nous avons donc examiné précisément la dernière version du communiqué et négocié pour trouver un paragraphe sur la Russie acceptable par tous*», a expliqué l'Élysée.

«Les six pays du G7 sans les USA, c'est un marché plus grand que le marché américain»

Emmanuel Macron et les autres membres du G7 veulent dissuader Donald Trump de frapper d'autres secteurs industriels de tarifs douaniers. «*M. Trump met en application ses engagements de campagne, il y a un caractère prévisible*», a dit Emmanuel Macron qui entend persuader le dirigeant que «la guerre commerciale n'est bonne pour personne». Pour constituer au G7 un front uni contre Donald Trump, hier matin juste avant le début du sommet, Emmanuel Macron a réuni ses homologues européens - Angela Merkel, Theresa May, Giuseppe Conte. Les tarifs douaniers imposés par Donald

Trump sur l'acier et l'aluminium sont «illégaux», a martelé hier la ministre canadienne du Commerce Chrystia Freeland. Les quatre dirigeants européens, avec le Canada et le Japon, sont prêts à conclure un accord à six pour défendre le commerce multilatéral, selon l'Élysée. Mais reste à savoir jusqu'où ira le Japon, qui tente par ailleurs de ne pas être marginalisé dans les négociations entre Washington et la Corée du Nord. L'Allemagne pourrait également préférer la prudence, craignant que Donald Trump ne surtaxe les automobiles étrangères. Côté italien, Giuseppe Conte a déclaré, en marge du sommet,

qu'il serait «porteur d'une position modérée». L'atmosphère s'est en tout cas envenimée ces deux derniers jours sur le sujet. «*Merci de dire au Premier ministre Trudeau et au président Macron qu'ils imposent aux États-Unis des taxes massives et créent des barrières non-tarifaires*», avait-il écrit jeudi soir. Et il a brocardé un Justin Trudeau «indigné», rappelant les «près de 300 %» de taxes imposés par le Canada sur les produits laitiers. «*Les 6 pays du G7 sans les États-Unis, c'est un marché plus grand que le marché américain. Il ne faut pas l'oublier*», avait de son côté tweeté Emmanuel Macron jeudi.

Blocus annoncé des raffineries

Les agriculteurs vont bloquer 13 raffineries et dépôts à partir de dimanche. Ils reprochent au gouvernement d'exiger d'eux des normes qu'il n'impose pas aux produits agricoles importés.

La FNSEA, principal syndicat agricole, et les Jeunes agriculteurs ont annoncé un mouvement de blocage à travers la France des raffineries et dépôts de carburant, reprochant au gouvernement d'exiger de ses agriculteurs des normes qu'il n'impose pas aux produits agricoles importés. Ces blocages, qui pour certains pourraient démarrer dès demain, les autres lundi, sont prévus jusqu'au 13 juin, mais seront re-conductibles.

En ligne de mire des paysans, la bio-raffinerie Total de La Mède, qui va utiliser, à compter de sa mise en service cet été, 50 % d'huile de palme importée pour produire du bio-carburant, une concurrence redoutée par les producteurs de colza français.

Jérôme Despey, secrétaire général de la FNSEA, dénonce «le double langage du gouvernement sur les accords internationaux et les négociations bilatérales qui autorisent des contingents d'importation complémentaires qui viennent déstabiliser l'ensemble des filières en France». Principale revendication: que le gouvernement s'engage à ne pas rajouter des normes aux agriculteurs français qui s'estiment pénalisés par rapport aux importations. Le syndicat demande donc qu'avant l'application de toute nouvelle norme, soit effectuée une expertise économique et sociale.

Le FNSEA veut également que soit réintroduit dans la loi Alimentation,



En ligne de mire des paysans, la bio-raffinerie Total de La Mède. Photo archives AFP

tion, examinée à partir du 26 juin par le Sénat, un amendement sur l'interdiction d'importer toute denrée produite en utilisant des substances phytosanitaires interdites dans l'UE, même à doses résiduelles, a ajouté Jérôme Despey.

L'huile de palme dans le collimateur

Officiellement, 13 sites seront bloqués à Donges (Loire-Atlantique), Gonfreville l'Orcher, Dunkerque (Nord), Coignières (Yvelines), Gennevilliers (Hauts-de-Seine),

Grandpuits (Seine-et-Marne), Vaux (Marne), Strasbourg, Cournon (Puy-de-Dôme), Lyon et Feyzin (Rhône), La Mède (Bouches-du-Rhône) et Toulouse.

Un chiffre à mettre en perspective avec les sept raffineries et 200 dépôts dont environ 90 dépôts principaux, que compte la France. Le carburant est acheminé des raffineries aux dépôts par un réseau d'oléoducs de 6.000 km, ainsi que par barge et par train. La FRSEA d'Ile-de-France a toutefois annoncé son intention de bloquer également

le dépôt de carburant de Grigny (Essonne), paralysant ainsi les principaux dépôts de la région.

«Est-ce que les agriculteurs savent qu'il y a une société qui leur est affiliée qui importe 200.000 tonnes d'huile de palme pour faire des biodiesel en France?», a déclaré la semaine dernière Patrick Pouyanné, patron de Total. Ripostant aux critiques, il interpellait sans le nommer le géant agro-industriel Avril, dont l'ancien président Xavier Beulin, décédé soudainement en 2017, était aussi le patron de la FNSEA, le principal syndicat agricole.

«Nous utilisons 8,5 %, d'huile de palme, ce qui correspond à un peu plus de 100.000 tonnes, pour 91,5 % de colza et de tournesol», a indiqué un porte-parole du groupe Avril. «Si on veut continuer à vendre le biodiesel de colza d'Avril, entre le biodiesel de soja argentin et le biodiesel de palme indonésien, si on ne met pas un peu de palme indonésien dans notre biodiesel, on n'a plus de clients», a commencé par Total, a indiqué ce porte-parole.

Dans une lettre aux députés, Patrick Pouyanné a assuré que Total avait «indiqué au groupe Avril vouloir poursuivre l'enlèvement (l'achat, NDLR) de 600.000 tonnes de biodiesel à base de colza à prix de marché» et «approvisionner l'unité de la Mède avec 50.000 tonnes de colza français, et ce malgré l'impact économique négatif sur la marge de cette unité».

Dimanche

			
Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
16° 22°	17° 23°	15° 23°	16° 23°

Lundi

			
Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
15° 20°	15° 21°	14° 20°	14° 20°

Mardi

			
Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
14° 22°	14° 22°	13° 21°	13° 21°

Mercredi

			
Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
13° 21°	13° 22°	12° 21°	11° 20°

Judi

			
Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
13° 22°	13° 23°	12° 22°	12° 22°

Vendredi

			
Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
14° 23°	14° 24°	13° 24°	13° 23°

Au G7, Donald Trump fait cavalier seul

SOMMET Dernier arrivé, le président américain a ouvert un nouveau front avec ses alliés. Il ne devrait pas participer aux discussions sur le climat ni figurer sur la photo de famille

CHRISTOPHE LUCET
c.lucet@sudouest.fr

Seul contre tous. Tel s'est présenté, hier au Québec, le président américain. Arrivé bon dernier à la réunion du « Groupe des sept », Donald Trump avait prévu de quitter les lieux ce matin, sans participer aux derniers échanges sur le climat. Ni signer le communiqué final. Ni figurer sur la photo de famille.

Autant dire que la formule « G+1 », couramment utilisée pour décrire à l'avance le G7 canadien, pourrait bien prendre consistance dans le nouveau paysage des relations internationales.

1 L'appel unilatéral de Trump à réintégrer la Russie

« Ils ont expulsé la Russie, ils devraient la réintégrer. Nous devrions avoir la Russie à la table de négociations. » Avant de partir au Québec, Donald Trump a critiqué l'absence des Russes, comme si les États-Unis n'avaient pas participé, eux aussi, en 2014, à la décision de les exclure du G8 (devenu G7), en guise de rétorsion à l'annexion de la Crimée par Vladimir Poutine.

Cet appel à revenir au format instauré en 1997, avec la Russie, n'ayant pas été discuté en amont, seule l'Italie a d'abord approuvé, par la voix de son Premier ministre Giuseppe Conte. Et pour cause : le rapprochement avec Moscou, incluant la fin des sanctions, est dans le contrat gouvernemental signé par les populistes italiens. Mais le président du Conseil européen Donald Tusk puis, très vite, les quatre Européens unanimes (Paris, Londres, Berlin et... Rome) ont rejeté la suggestion, reprochant même au président américain de « défier » un ordre mondial dont les États-Unis devraient pourtant être les premiers défenseurs.



Donald Trump a critiqué l'absence de la Russie, s'attirant des reproches de ses « alliés ». PHOTO AFP

2 Le front euro-nippon-canadien tiendra-t-il ?

Emmanuel Macron a indiqué qu'avant de parler de la Russie, il fallait « essayer d'avoir des résultats à sept ». Mais qu'espérer, alors que sur tous les grands sujets – climat, nucléaire iranien, commerce – le président américain assume et accentue un cavalier seul de plus en plus embarrassant pour ses « alliés » ? D'humeur combative, Trump en a remis une louche par une série de tweets accusant les Européens et le Canada de « maltraiter » son pays par des taxes excessives et des barrières non-tarifaires. Difficile alors d'espérer autre chose qu'une confrontation que seul le Japon cherche vraiment à éviter par crainte d'être exclu du grand marchandage en cours sur le nucléaire nord-coréen. À la demande de Paris, les quatre États européens, eux, se sont coordonnés avant la discus-

sion plénière pour présenter un front commun qui comprend aussi le Canada de Justin Trudeau, très remonté contre les taxes infligées par son grand voisin américain.

3 À quoi peut bien servir un G6 sans les Américains ?

Telle est la question que pose le retrait de facto du pays le plus puissant. Certes, le président français fait remarquer que les six partenaires restants pèsent plus lourd que le marché des États-Unis. Mais alors que le poids relatif du G7 dans le monde a beaucoup diminué face à l'essor de la Chine, de l'Inde et des grands émergents, ses divisions intestines ne vont-elles pas en sonner le glas ? Elles inquiètent en tout cas au cœur de l'Otan où les ministres de la Défense préparent le sommet, prévu les 10 et 11 juillet au siège de l'Alliance, à Bruxelles. « Nous savons que le sommet se-

ra sous tension », a reconnu Florence Parly, la ministre française. Alors que l'organisation atlantique tente d'améliorer son dispositif militaire pour faire face à d'éventuelles opérations ennemies à l'Est, les ministres européens ont tenu à signifier à leur homologue américain, Jim Mattis – par ailleurs estimé – leur préoccupation face au traitement de choc réservé par la Maison-Blanche à ses alliés.

TRUMP/MACRON

Dès son arrivée au sommet, le président Donald Trump a souhaité rencontrer son homologue français. Les deux hommes ont notamment parlé commerce et Corée du Nord. Une rencontre « pour se coordonner », selon l'Élysée, avant un rendez-vous plus formel, plus tard dans la journée.

Les agriculteurs prêts à bloquer les dépôts de carburant

MANIFESTATION Les agriculteurs veulent bloquer l'approvisionnement en carburant pour dénoncer le « double langage » du gouvernement sur les accords internationaux et les importations de matières premières, le détonateur ayant été le raffinage d'huile de palme par Total, à La Mède (13). La FNSEA, principal syndicat agricole, et les Jeunes Agriculteurs ont annoncé pour lundi matin le début d'un mouvement de blocage, à travers la France, des raffineries et dépôts de carburant, pour dénoncer les contradictions d'un gouvernement qui exige de ses agriculteurs des normes qu'il n'impose pas aux produits agricoles importés.

Pas de pause pour les députés

POLITIQUE Depuis le 22 mai, les députés siègent toute la semaine, week-end compris et parfois jusqu'en pleine nuit. La République en marche s'en félicite mais les groupes les moins étoffés ne peuvent suivre la cadence

JEFFERSON DESPORT
j.desport@sudouest.fr

Les députés tiendront-ils le rythme ? Si, dès son entrée à l'Élysée, Emmanuel Macron a décidé d'aller vite et de ne pas perdre une minute pour mener ses réformes, depuis le 22 mai, les parlementaires sont entrés dans une séquence encore plus soutenue. Siégeant sans discontinuer, samedi et dimanche compris. Et parfois même jusqu'à 2 heures du matin et plus.

Hier, ils ont débuté leur dix-neuvième jour d'affilée. Si bien qu'en moins de trois semaines, ils ont expédié la loi Agriculture et alimentation et attaqué pied au plancher la loi Elan, sur l'aménagement. Alors que plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer cette cadence et l'épuisement qui commence à gagner les troupes, Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement y a vu lui au contraire : « Une très bonne nouvelle ».

« Les députés travaillent beaucoup, ça veut dire qu'ils sont pleinement à leur tâche de transformation du pays », a-t-il précisé.

Le glyphosate en pleine nuit

Toutefois, un événement est venu éclairer d'une autre lumière ces journées à rallonge : celui du rejet de l'interdiction du glyphosate à partir de 2021. Alors que le sujet a fait l'objet d'un âpre débat et de crispations, y compris au sein de la majorité, cet amendement a été sou-

mis au vote, le 29 mai, au beau milieu de la nuit, vers... 2 heures du matin.

Sans surprise, à cet instant, les bancs de l'hémicycle sont loin d'être fournis. Seuls 85 députés, sur 357, participent au scrutin. Le résultat est sans appel : 63 votent contre, conformément aux consignes du gouvernement et du ministre de l'Agriculture Stéphane Travers. La victoire est totale : l'interdiction de ce pesticide n'est pas inscrite dans la loi.

Or, si elle n'avait de toute façon aucune chance de passer à la lueur de l'ultra-dominance des macronistes à l'Assemblée, l'épisode a marqué les esprits. Pourquoi aborder un tel sujet à cette heure-là ? Et dans ces conditions ? « Le débat est réduit à sa plus simple expression », grince Olivier Falorni, le député de Charente-Maritime qui siège chez les non-inscrits.

« Le gouvernement organise un effet de saturation pour contenir les frondes éventuelles. » (Olivier Falorni)

qu'on aborde des sujets de la plus haute importance à une heure, deux heures, trois heures du matin, comment avoir un débat de qualité ? Comment des parlementaires, qui arrivent à 9 h 30, peuvent encore être là en pleine nuit ? Et ce pendant

« Les Français, poursuit-il, se contrefichent de savoir si on est fatigués ou pas. Ce n'est pas le sujet. On est là pour ça. Mais ce qui devrait les inquiéter, c'est que la loi est mal faite. Lorsqu'on aborde des sujets de la plus



Dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, les séances se prolongent jusqu'à 2 heures du matin. PHOTO FABRIEN COTTEREAU / « SO »

des jours et des jours ? » Un problème qui ne se pose précisément pas dans la majorité. Avec 310 députés, elle peut assurer les roulements nécessaires et envoyer au front suffisamment de forces vives – et reposées – à n'importe quelle heure. Et ainsi ne pas ralentir la machine.

« C'est le bordel »

Tout sauf un hasard pour Olivier Falorni : « Le gouvernement se moque de nous. Il organise un effet de saturation pour contenir les frondes éventuelles. » En clair : en enchaînant les textes, les groupes d'opposition les moins nombreux ne peuvent pas suivre. « J'espère que c'est de la désorganisation, mais je pense que c'est une stratégie, souligne-t-il. Le gouvernement a un mépris certain pour le Parlement. »

Boris Vallaud préfère, lui, parler d'amateurisme. « Quand il y a une mauvaise gestion de l'ordre du jour, cela produit du désordre du jour avec des séances mal maîtrisées et des textes non aboutis qui arrivent en discussion. »

Et le député PS des Landes de poursuivre : « Il y a une organisation telle que la loi Elan était discutée dans l'hémicycle pendant que la loi sur la Formation professionnelle était en commission avec l'impossibilité matérielle d'être au deux en même temps. Ça ne marche pas. » Il l'assume : « C'est le bordel. »

Mais le Premier ministre Édouard Philippe a été clair : il n'y aura pas de pause avant le mois d'août. D'ici là, ce sera sprint et marathon pour tous.

Adoptés avec des bémols

URBANISME

Les quais rénovés seront inaugurés vendredi. Qu'en disent les passants ?

PHOTOS : ANNE LACAUD
TEXTES : JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Vendredi prochain, à 10 heures, le quai Hennessy sera officiellement inauguré. Pour l'occasion, un membre du gouvernement (Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des territoires) fera le déplacement. Bien normal, puisque l'État a financé une majorité du budget de 2,2 millions hors taxes.

Mais au final, c'est le contribuable qui paye. Alors, que pensent les utilisateurs de ce renouveau en bord de Charente ? « Les nuisances sont enfin terminées, se réjouit Florence, qui travaille juste à côté. C'est beau. Il manque juste quelques parasols. Mais je pense qu'on sera quand même bien cet été pour venir prendre l'apéro. »

Même enthousiasme chez Michel : « C'est bien aménagé, avoue ce retraité venu de Nantes. La Charente est bien mise en avant. » L'avis des étrangers compte aussi : « J'ai remarqué que c'est très propre par rapport à Paris », témoigne un commercial serbe venu en visite d'affaires. Dans la poussette de Margaux, son bébé d'un mois. « On se promène tranquillement et en sécurité », juge la mère de famille.

Le blanc aveugle les passants

Sur le plan de la sécurité, certains trouvent à redire. « Ce muret de 60 cm est un peu risqué, estime Patrice, un pêcheur. Avant, au moins, il y avait des garde-corps pour empêcher les chutes. Là, on se demande comment il ne pourrait pas y avoir d'accidents. »

Et puis il y a ceux qui ne trouvent pas leur compte. Comme Rebecca, une touriste de 29 ans. « Moi qui viens de Bordeaux, je trouve qu'il n'y a rien à voir ici, contrairement au miroir d'eau, qui est entouré de jardins. Là, il n'y a que le béton, et ça fait vide. Et



Les plus sensibles estiment que le soleil réfléchissant sur la pierre blanche fait mal aux yeux



Ces bancs, très stylisés, sont parfois utilisés comme rampe par les skateurs, ce qui les abîme

puis il n'y a pas d'ombre. » Ce béton fait l'objet de remarques : « C'est trop blanc, peste Christian, un touriste venu de la Drôme. Le soleil se reflète et m'aveugle totalement. » Ludvine vient de Cherves pour voir la fin des travaux. « Tout ça pour ça ? Ce chantier a été bien inutile. Il manque même des bancs ! »

Heureusement, d'autres se réjouissent. « Avant, on n'avait pas envie d'y passer, se souvient Christina, de Jonzac. Ça a changé et en mieux. » Dominique, de Dordogne, s'étonne : « Dommage qu'il n'y ait pas de bar dans le coin. Je m'attendais à voir un chai réhabilité en petit troquet, ça aurait été sympa. » Une idée à creuser pour les commerçants ?



Des arbres, des bancs, mais peu d'ombre à prévoir

Un spectacle nocturne

Les tours Saint-Jacques proposeront désormais un petit spectacle d'illuminations la nuit. Depuis les machicoulis, des lampes Led diffuseront un éclairage évolutif symbolisant les couleurs que prend l'eau-de-vie au cours de son vieillissement, d'une teinte orange au brune. Malheureusement, le logiciel prévu par le prestataire n'a pas fonctionné, fin avril. Il a donc fallu trouver un autre système. « On espère que ce sera prêt pour la venue du ministre », annonce l'adjoint au maire en charge des travaux.



Les images de synthèse montrent le projet d'éclairage. REPRODUCTION DR

« Tout s'est passé dans les temps »



Jean-François Valegeas, adjoint au maire à la voirie, a surveillé le chantier. ARCH. « SO »

MUNICIPALITÉ L'adjoint au maire se félicite du respect du calendrier

Le projet sentait la poussière. L'équipe de Michel Gourinchas avait promis de rénover les quais depuis son programme aux élections municipales de 2008. Après dix ans d'attente et deux ans de travaux, le chantier est enfin achevé, comme prévu, juste avant la saison touristique. « On n'a eu qu'une semaine à dix jours de retard, alors on peut dire que tout s'est bien passé », souffle Jean-François Valegeas, l'adjoint au maire en charge de la voirie. Toutefois, quelques points sont à signaler. D'abord dans le mobilier. « Les grands bancs, nous ne

sommes pas d'accord sur l'empierrement, donc nous avons demandé à ce que ce soit refait. De même, la finition du pavage ne nous convenait pas : le grain du ciment n'était pas assez fin et il a été repris. »

Pelouse agrandie au square

Plus gênant, la mairie « déplore des actes d'incivilité » : Des jeunes font du skate sur les bancs et les abîment. Pour les protéger, on a donc dû les biseauter et ajouter une bordure de protection. »

Le square Ménard, juste avant le pont, avance bien également. Il y

aura quelques retards dans la livraison des toilettes nouvelles générations (les mêmes que ceux de la place Gambetta). Là, la pelouse sera agrandie pour laisser moins de place au minéral. Les végétaux seront ceux des serres municipales. Quant au sol, il sera changé pour être cohérent avec le reste des quais.

Dernier tronçon en chantier : le port. Là, la bande cyclable sera refaite d'ici l'été jusqu'à la rue des Garbarriers. Ce chemin sera sécurisé avec des potelets en bois. Quant aux pelouses du secteur, elles seront refaites à l'automne.



LE PIÉTON

Espère vraiment que les automobilistes vont adopter les nouveaux tarifs des parkings, revus à la baisse. Car avec l'ancien système, qui était en place depuis un an, les places sont devenues chères à Cognac. Trouver un emplacement place Camille-Godard relève du défi, et même sortir de savoirites s'apparente à un exercice de gymnastique, tant les voitures se gèrent à touche-touche.



PHOTO « SO »

AGENDA

AUJOURD'HUI

Terre des hommes. De 14 h 30 à 18 h, ouverture du magasin de vêtements et brocante deuxième main, au 102 avenue Firino-Martell.

Causerie. À 15 h, « La palette dans tous ses états », avec Noël Burgalat, luthier de profession mais aussi passionné par les matériaux de récupération, à la bibliothèque. Atelier pratique de 16 h à 18 h. Gratuit, sur inscription au 05 45 36 19 50.

Rock. À partir de 16 h, concert de fin d'année des élèves de la Rock School, aux Abattoirs. Tarif 5 €. Tél. 05 45 82 48 06.

DEMAIN

Club des philatélistes. De 9 h 30 à 12 h, réunion d'échange et d'information, salle Robert-Georget, place Jules-Ferry.

UTILE

« Sud Ouest » rédaction. 9, place François-I^{er}, 16 100 Cognac. Courriel : cognac@sudouest.fr. Tél. 05 45 36 62 80.

« Sud Ouest » publicité. Tél. 05 45 36 62 85.

« Sud Ouest » abonnements. Tél. 05 57 29 09 33. Courriel : service.client@sudouest.fr

Police municipale. Tél. 05 45 82 38 48.

Encombrants. Tél. 05 45 82 34 01.

Bibliothèque. 10, rue du Minage. Fermée le lundi et le dimanche.



Voici la photo postée par Dominique Souchaud. PHOTO D. S.

Le maire s'attire la colère des viticulteurs

Ils ont vu rouge, les viticulteurs de Saint-Sulpice-de-Cognac. Leur maire les a « humiliés », selon leurs dires. L'affaire remonte au 24 mai dernier. Sur Facebook, Dominique Souchaud poste deux photos. On y voit un tracteur doté de pulvérisateurs. En légende, ce texte : « Aujourd'hui, une bonne odeur de produit toxique. SOS. »

« Mon sang n'a fait qu'un tour, assure un viticulteur préférant garder l'anonymat. On fait des efforts, on s'engage dans le référentiel viticulteur durable, et il faut qu'un maire vienne jeter le discrédit. Oui, on traite, mais de manière raisonnée. Les gens nous voient passer avec les pulvé, mais ils ignorent le dosage de produits phytosanitaires. Ce genre de message simpliste n'est pas vraiment du genre à apaiser les relations. » L'affaire est remontée jusqu'au syndicat des viticulteurs, l'UGVC. Qui a même signalé la publi-

cation de Dominique Souchaud à la sous-préfète. « On l'a prévenue car il y a un risque de trouble à l'ordre public, détaille le directeur Alexandre Imbert. Depuis, il y a eu la grêle. Et là aussi, forcément, il va falloir traiter pour cicatriser la vigne et éviter le développement des maladies. Face à des viticulteurs qui se sont pris des aléas climatiques trois années de suite, il n'est peut-être pas utile que les maires stigmatisent. Les chefs d'entreprise essayent juste de se sauver. »

Un maire « écolo »

Dominique Souchaud reconnaît s'être fait tirer l'oreille par la sous-préfète. « Cette photo, c'était pour montrer qu'il faut respecter l'environnement et la santé humaine. Moi je suis écolo, et sulfater, je trouve que c'est pas terrible. Certains viticulteurs pourrissent l'image des autres et c'est dommage. »

Jonathan Guérin

Lycée Louis-Delage : la perte d'un demi-poste confirmée

ÉDUCATION À la suite de l'annonce de la suppression d'un demi-poste d'adjoint au chef des travaux à la rentrée prochaine, les représentants syndicaux

de l'établissement Jean-Christophe Lamarque (Snetaa / Fo) et David Frey (CGT) avaient demandé à être reçus par la DASEN de Charente. Ce qui a été fait hier, la délégation étant complétée par M. Parcelier, enseignant et membre du Conseil d'administration du lycée. Malheureusement, la suppression du demi-poste a bien été confirmée. « C'est bien une question d'économie, il y a trop de postes d'adjoints », relate M. Lamarque. En revanche, l'administration est prête à donner des heures supplémentaires, dix ou douze heures, « peut-être plus, tout dépendra des négociations », pour que quelqu'un reprenne cette fonction. Autant dire que la logique administrative de l'Éducation nationale est parfois difficile à suivre et que le gain financier par cette opération ne semble pas évident : « Pour eux, si, ce n'est pas la même ligne. » Une proposition qui n'a pas satisfait les trois hommes. « Qui dit que, l'année suivante, ils ne reprendront pas aussi ces heures ? », interroge Jean-Christophe Lamarque. Une journée de grève est programmée le 18 juin.

Des graines d'artistes sur la scène du Castel



Les élèves du conservatoire de Grand Cognac et les Cham du collège Félix-Gaillard ont joué « Monsieur Joseph ». ARCHIVES S.B.

Les élèves des classes Cham (classe à horaires aménagés en musique) et du conservatoire de Grand Cognac, de Barbezieux et de l'école départementale de musique présenteront le fruit de leur travail collectif au Castel « L'Aventure du nain malin » de main, à 17 heures.

L'écriture et la composition sont de Vincent Francheteau, la mise en espace est l'œuvre de Marie-Laure Simon.

Billetterie au Castel quarante-cinq minutes avant le début du spectacle. Placement libre, représentation gratuite.

COMMUNES EXPRESS

CHÂTEAUBERNARD

Vide-greniers. Le club Team cycliste Châteaubernard organise son traditionnel vide-greniers demain, à partir de 7 h, au parc des Pierrières. Tarif : 2 € le mètre linéaire (réservation au 06 87 48 83 02 ou au 05 45 32 35 63). Sur place seront proposés à la vente boissons, sandwichs, grillades et frites.

Braderie solidaire. L'antenne castelbernardine du Secours populaire organise une braderie solidaire aujourd'hui, de 10 à 16 h, dans ses locaux implantés rue Jean-et-Pierre-Bienassis (résidence des Meuniers située en face de la salle Jean-Monnet). La manifestation est ouverte à tous et permet à l'associa-

tion de financer son action d'aide locale aux plus démunis.

LIGNIERES-SONNEVILLE

Conseil municipal. Il se réunira lundi, à 20 h, salle de la mairie. À l'ordre du jour : décision modificative : augmentation de la provision budgétaire (FPIC) ; motion de soutien contre la réduction des heures d'ouverture du guichet de la gare de Jarnac ; motion de soutien contre la fermeture de la trésorerie de Jarnac ; projet de vente d'une partie du Chemin rural à Sonnevillie : désaffectation, prix de vente, autorisation à faire les démarches administratives nécessaires ; questions et informations diverses.

Ville départ de la 2^e étape du Tour Cycliste

Alain Clouet, directeur du Tour Cycliste du Poitou-Charentes (TPC), a réuni, lundi dernier, élus, responsables associatifs, commerçants, gendarmes et pompiers, pour présenter l'édition 2018 dont Segonzac sera ville départ de la deuxième étape, mercredi 22 août (1).

En préambule, il a rappelé ses attaches à la capitale de Grande Champagne : « En 1974, je signe ma première licence cycliste au club de Segonzac. Depuis 2000, je suis directeur de cette épreuve, dont la première édition en 1993 comportait un contre-la-montre qui partait de Segonzac. » Elle était réservée aux amateurs. Aujourd'hui, elle se classe parmi les 30 premières courses internationales, avec 17 équipes engagées, dont neuf équipes françaises.

Beau peloton

« Un beau peloton est attendu, mais la composition définitive des équipes ne sera connue qu'à l'issue du Tour de France. Sylvain Chavanel sera probablement au départ. Selon Marc Madiot, Arnaud Démare devrait l'être également, l'épreuve étant plus spécialement faite pour des sprinteurs et des rouleurs, faute de grandes bosses. »

Le TPC représente un budget de l'ordre de 300 000 à 500 000 euros, dont 150 000 à 200 000 euros



Alain Clouet a présenté le TPC et ses contraintes pour l'accueil, et le départ de l'étape de Segonzac. PHOTO S.M.

pour l'hébergement et la restauration. Le départ est prévu en fin de matinée devant la Croix Marron.

Le village course sera en place du mardi 21 après-midi au mercredi 22 vers 14 heures sur la place de l'église. « Il nous faut "caser" podiums, Tivolis, véhicules (17 ou 18 bus, une centaine de véhicules) ainsi que 600 lits réservés par nuit. Une sacrée organisation ! » Le parking de la salle des fêtes sera réservé aux équipes ; la rue de Fontenay pour la caravane publicitaire ; la rue Pierre-Frapin pour les motos et la presse. Des parkings seront ouverts aux entrées de la ville où la circulation sera interdite sur plusieurs

PROGRAMME

9 heures : ouverture du village aux participants. 10 heures : jeux au podium (tout public). 11 heures : départ de la caravane et présentation des coureurs : 12 heures, départ de la course (en direct sur France 3).

axes (accès possible aux commerces).

Samuel Méchain

(1) L'étape Segonzac-Melle traversera le Grand Cognac par Bouteville, Châteauneuf, Saint-Même, Bassac, Foussignac...

CHERVES-RICHEMONT

Des instruments inédits

Pour clôturer de façon originale l'exposition des sculptures sonores, la médiathèque a organisé samedi dernier un atelier de fabrication d'instruments de musique pour des enfants. Sept jeunes amateurs ont participé à cet atelier créatif aux côtés des animatrices, Rachel et Chantal. À partir de bric et de broc et de matériaux de récupération, les jeunes ont confectionné des tambourins, castagnettes et autres maracas, dans une ambiance parfaitement détendue et pourtant efficace. Leur musique originale avait la couleur des improvisations réussies et des bons moments partagés.



Les jeunes créateurs avec leurs œuvres aux côtés de Rachel.

PHOTO PIERRE BARRETEAU

Pharmacie de Mérignac

Nadine et Christian ROBLIN
vous informent de la cession
de leur pharmacie à

Mme Hélène POIRIER
à compter du 1^{er} juin 2018

Ils remercient leur aimable clientèle
de leur confiance et leur fidélité